

### Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (OPECST)

L'Opecst a adopté quatre rapports au cours de la session, dont trois en lien direct avec l'importante question du changement climatique. La spécificité de ces rapports est d'apporter, au-delà d'un constat sur le caractère alarmant du « réchauffement de la planète », une contribution positive au dossier, à travers l'examen des moyens d'en limiter l'ampleur. Tel est le cas de l'étude présentée par Christian Cabal et Claude Gatignol, sur « la voiture propre », qui, après avoir procédé à un examen des technologies disponibles pour parvenir à une voiture respectueuse de l'environnement, se conclut sur douze propositions permettant d'en promouvoir la production. Dans un esprit similaire, le rapport présenté par Claude Birraux et Christian Bataille, sur « les nouvelles technologies de l'énergie » dresse les perspectives de la séquestration du dioxyde de carbone ainsi qu'une évaluation de l'ensemble des filières au regard de cet enjeu, avant, ici encore, de formuler dix recommandations sur ce thème. En complément enfin, une étude « Changement climatique et transition énergétique » examine les moyens de gérer la transition énergétique qui se dessine dans nos sociétés. À noter enfin : parallèlement à ces travaux, un quatrième rapport présenté par Christian Kert, sur les « techniques de restauration des œuvres d'art » a répondu aux interrogations adressées à l'office par la commission des affaires culturelles sur cet important enjeu pour notre patrimoine. Au cours de la session, les travaux de l'office ont également été marqués par la poursuite des auditions publiques sur des sujets d'actualité. Ainsi, en décembre 2005, Jean-Yves Le Déaut et Claude Saunier, sénateur, ont-ils organisé une audition publique consacrée à l'expertise scientifique et à la place qu'elle doit tenir dans notre système démocratique. Toujours en décembre, Claude

Birraux et Jean-Yves Le Déaut, ont organisé, à la suite du Sommet mondial de la Société de l'information, une audition sur la gouvernance mondiale de l'Internet. Enfin, en mai 2006, Claude Birraux et Henri Revol ont organisé une audition publique sur le Protocole de Londres relatif au brevet européen.

Trois lois adoptées au cours de la session consacrent le rôle joué depuis de nombreuses années par l'Opecst dans les domaines de la recherche et du nucléaire. La loi du 18 avril 2006 de programme pour la recherche, la loi du 13 juin 2006 relative à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire et, enfin, la loi du 28 juin 2006 de programme relative à la gestion durable des matières et déchets nucléaires confient à l'office d'importantes fonctions d'évaluation et/ou de désignation.

#### DÉPUTÉS MEMBRES DU BUREAU

PREMIER  
VICE-PRÉSIDENT  
**Claude Birraux**  
(UMP)



VICE-PRÉSIDENTS  
**Claude Gatignol** (UMP)  
**Pierre Lasbordes** (UMP)  
**Jean-Yves Le Déaut** (Soc)

#### ACTIVITÉ DE L'OFFICE

RÉUNIONS	20	DURÉE	94h00
SAISINE	1	ÉTUDES DE FAISABILITÉ	4
RAPPORTS	4	ÉTUDES EN COURS	6
PERSONNALITÉS ENTENDUES	217		
DONT	2 MEMBRES DU GOUVERNEMENT		

### Office parlementaire d'évaluation de la législation

Le rapport du sénateur Patrice Gélard, adopté par l'office le 15 juin 2006, contient trente recommandations visant à consolider le régime des autorités administratives indépendantes en assurant la cohérence de leur organisation, en renforçant leur indépendance et en exerçant sur leur activité un contrôle démocratique.

### Office parlementaire d'évaluation des politiques de santé (OPEPS)

Durant la session, l'Opeps a concentré son attention sur l'important problème de santé publique posé par la surconsommation de psychotropes en France. Ceux-ci constituent le quatrième poste de dépenses liées aux médicaments et, en termes d'unités prescrites, la deuxième famille la plus consommée. Le rapport final dressé par l'office permet de cerner une situation complexe, caractérisée par la coexistence de consommations excessives et de phénomènes tout aussi préoccupants d'absence de traitements. Sur cette base, le rapport se conclut par 14 recommandations visant à favoriser un meilleur usage des médicaments psychotropes, notamment par une meilleure formation initiale et continue des médecins, par l'amélioration de la prise en charge des soins en santé mentale, par le développement du suivi pharmaco-épidémiologique des populations à risques et, enfin, par la mise en œuvre de campagnes d'information sur le bon usage des psychotropes.

#### DÉPUTÉS MEMBRES DU BUREAU

PREMIER VICE-PRÉSIDENT,  
PRÉSIDENT DE LA  
COMMISSION DES  
AFFAIRES CULTURELLES,



FAMILIALES ET SOCIALES  
**Jean-Michel Dubernard**  
(UMP)

VICE-PRÉSIDENTS  
**Jacqueline Fraysse** (CR)  
**Jean-Marie Le Guen** (Soc)

RAPPEUR DU PROJET DE LOI DE  
FINANCEMENT DE LA SÉCURITÉ SOCIALE  
POUR L'ASSURANCE MALADIE  
**Jean-Marie Rolland** (UMP)

SECRÉTAIRE  
**Jean Bardet** (UMP)

#### ACTIVITÉ DE L'OFFICE

RÉUNIONS	9	DURÉE	8h10
RAPPORT	1		

### Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes

Cette année encore, la délégation a axé ses travaux sur le combat pour la parité et le soutien aux femmes en situation de précarité. C'est au nom de ce dernier impératif qu'elle a conduit à l'automne 2005 une étude « Agir pour les femmes de l'immigration », véritable cri d'alarme largement relayé par les médias, sur les inadmissibles violences subies au sein du cercle familial par de nombreuses femmes issues de l'immigration. Saisie peu de temps après de la proposition de loi renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple, la délégation, tout en approuvant le dispositif, a pu, grâce à ce travail préalable, attirer l'attention des députés sur la nécessité de mesures spécifiquement protectrices à l'égard des femmes issues de l'immigration ainsi que sur le nécessaire renforcement des actions de proximité. Dans le même esprit, la délégation a entamé début

2006 un cycle d'auditions sur « les femmes et la précarité », qui nourrira une série de recommandations à paraître à la fin de l'année. Sur le terrain de la parité, les actions conduites par la délégation ont, cette année encore, été particulièrement nombreuses et diversifiées : organisation d'un colloque « L'égalité des chances au féminin » en coordination avec les délégations aux droits de femmes du Sénat et du Conseil économique et social ; dépôt d'une proposition de loi constitutionnelle relative à l'égalité des sexes dans les responsabilités professionnelles et sociales, en réaction à la censure par le Conseil constitutionnel de nombreuses dispositions de la loi sur l'égalité salariale ; réception, enfin, au Palais Bourbon, des femmes parlementaires afghanes qui, mieux que quiconque, symbolisent les difficultés mais aussi les espoirs du combat pour la parité.

### Délégation à l'aménagement et au développement durable du territoire

Soucieuse du suivi de ses recommandations passées, la délégation a cette année consacré une part importante de ses travaux à la question de la couverture numérique du territoire, à laquelle elle avait consacré une importante étude en 2003. Ce travail de suivi a permis de constater une résorption de la « fracture numérique » conforme aux prévisions de la délégation et, simultanément, l'apparition d'une seconde « fracture » relative à la télévision numérique terrestre. Réagissant à ce phénomène préoccupant, elle a chargé en mai 2006 son Président Emile Blessig, d'un rapport sur cette question, dont les conclusions seront rendues publiques lors de la session 2006-2007. Parallèlement, la délégation a cette année choisi comme thème majeur de ses études le rôle de l'action

culturelle comme instrument de développement des territoires. Au terme d'échanges intenses, le rapport final a pu mettre en évidence le rôle déterminant des infrastructures et activités culturelles pour la revitalisation économique et touristique de nos régions. Sur ces bases, la délégation a proposé huit axes d'action pour encourager l'action culturelle sur l'ensemble du territoire : elle demande notamment à l'État de développer un dispositif statistique fonctionnel et d'intégrer les politiques à mettre en place dans les dispositifs de contractualisation ; elle propose également aux collectivités des modalités d'action fondées sur une meilleure coordination et sur la définition de projets de territoires.

#### MEMBRES DU BUREAU

PRÉSIDENTE  
**Marie-Jo  
Zimmermann**  
(UMP)



VICE-PRÉSIDENTS  
**Danielle Bousquet** (Soc)  
**Anne-Marie Comparini** (UDF)  
**Édouard Courtial** (UMP)  
**Geneviève Levy** (UMP)

SECRÉTAIRES  
**Brigitte Barèges** (UMP)  
**Muguette Jacquaint** (CR)

#### ACTIVITÉ DE LA DÉLÉGATION

RÉUNIONS	22	DURÉE	27h05
AUDITIONS	2	MEMBRES DU GOUVERNEMENT	
	25	PERSONNALITÉS	
RAPPORTS D'INFORMATION	2		

#### MEMBRES DU BUREAU

PRÉSIDENT  
**Émile Blessig**  
(UMP)



VICE-PRÉSIDENTS  
**Jean Launay** (Soc)  
**Serge Poignant** (UMP)  
**Max Roustan** (UMP)

SECRÉTAIRES  
**André Chassaing** (CR)  
**Philippe Folliot** (app. UDF)

#### ACTIVITÉ DE LA DÉLÉGATION

RÉUNIONS	10	DURÉE	13h15
AUDITIONS	3	MEMBRES DU GOUVERNEMENT	
	8	PERSONNALITÉS	
RAPPORT D'INFORMATION	1		